

Contribution
Janvier 2007

Gérard Badeyan - Malakoff

Stratégie du rassemblement ou tactique électoraliste ?

Une des choses qui me frappent le plus dans la situation actuelle, c'est le déni de l'extrême gravité de la situation pour le Parti. C'est le style "on en a vu d'autres, le parti s'en est toujours sorti, c'est un mauvais moment à passer"... On raisonne sur la suite, pour cela tout le monde est d'accord pour le maintien du rassemblement antilibéral, pour, au moins, garder une partie de tout ce qui a été fait en ce sens jusqu'ici. On avance le nouvel argument sur la volonté de recomposition politique de nos partenaires, surgi soudainement dans la dernière période et qui serait la raison profonde de l'échec du rassemblement. Mais quelle sera la situation à la fin du cycle électoral, c'est-à-dire après les élections municipales et cantonales du printemps 2008 ? .

Peut-être une des raisons de cet aveuglement se situe-t-il dans le fait qu'après les 3,5% de la présidentielle de 2002, le parti a été affaibli mais capable de redressement. De fait, toutes les données politiques conduisent la candidature de MGB à être ce qu'elle avait toujours dit ne vouloir être à aucun prix, c'est-à-dire une candidature de témoignage, comme pour celle de Robert Hue en 2002.

Or les deux situations ne sont en rien comparables : en 2002 les municipales étaient déjà passées. Le PS avait lui aussi subi une défaite très grave. Le traumatisme subi par l'électorat de gauche a conduit à ce que le réflexe de défense puisse jouer en faveur des députés communistes sortants. De plus face au danger FN, des accords de candidature unique ont été passés dans cinq circonscriptions PC où il était considéré que le FN représentait un danger. Cette fois-ci, même avec MGB à plus de 5%, même avec un doublement par rapport aux 3,5% de 2002, l'effet serait sans commune mesure, car le PS ne serait pas à 16% mais à 25 ou 30%.

Or on connaît la force d'entraînement de l'élection présidentielle sur les législatives. Dans ces conditions, on ne voit pas comment le groupe parlementaire pourra être maintenu, des municipalités importantes supplémentaires vont être perdues, le sauvetage à l'arraché du CG93 de 2004 ne se reproduira pas deux fois. On connaît la rapidité de l'effondrement lors de la perte d'une municipalité (voir le Plessis ou Drancy), ce qui renvoie à l'étroitesse et à l'âge élevé de l'effectif militant réel. Quand l'implantation locale du Parti sera devenue celle-là, le souvenir des discussions sur le refus de la recomposition politique laissera un souvenir amer.

Est-ce jouer à Cassandra que de dire cela ?

Evidemment, il ne faut pas faire partie des camarades qui croient à la manipulation des sondages. La crédibilité des sondages est, certes, atteinte, car, par facilité journalistique, les instituts ne publient pas de marges d'incertitudes, cette notion étant renvoyée dans une note de bas de tableau évidemment lue par personne. Cela conduit à des inversions de tendance d'un institut à l'autre du genre 52-48 pour Sarkozy pour l'un et 52-48 pour Ségolène Royal pour l'autre, or de tels résultats sont en réalité exactement les mêmes, la théorie statistique établissant que pour un échantillon de 1000 individus (taille habituelle pour les sondages politiques) on approche la vraie valeur en moyenne à 3% près (je simplifie). Mais les indications

fournies sont justes pour les ordres de grandeur : pour l'instant MGB est bien en-dessous de 5%. Quant à espérer un renversement de tendance entre le début et la fin de la campagne comme celui du référendum, la question est justement que les conditions politiques qui étaient très favorables à une dynamique antilibérale sont désormais détruites.

Je crois qu'on peut chercher à comprendre cette situation a priori incompréhensible (au sens où on a toujours du mal à comprendre une personne suicidaire) en se référant aux élections régionales et européennes.

Aux élections régionales l'alliance avait été choisie avec le PS dans une grande majorité de régions (13 sur 22) et ce seulement deux ans après l'échec de la gauche plurielle, alors que le mode de scrutin permettait l'affirmation du Parti au premier tour, souvent pour un gain de quelques sièges : dans ces fédés avoir des élus sans remise en cause de la domination du PS est donc la perspective admise. Particulièrement significative est le cas de Midi-Pyrénées où a été gâchée l'opportunité historique de mettre en cause l'hégémonie traditionnelle du PS, puisqu'une liste alternative y a fait plus de 8% et que le choix en faveur de l'alliance avec le PS n'a été acquis que d'extrême justesse. En Nord-Pas-de-Calais et Picardie on a vu des listes de rassemblement classiques autour du Parti. En Ile-de-France on a eu l'expérience novatrice de la Gauche populaire et citoyenne. Pour les régions restantes où le Parti n'a pas fait liste commune avec le PS, je ne connais pas la nature exacte des listes, entre listes classiques comme en Nord-Pas-de-Calais et listes de rassemblement égalitaires avec les partenaires comme en Ile-de-France. On voit que la politique de rassemblement était au fond nettement minoritaire et mise en œuvre là où la direction nationale dirigeait directement.

Sur la base du succès de la Gauche populaire et citoyenne la direction du Parti a voulu alors étendre l'expérience à l'ensemble de la France à l'occasion des élections européennes. Le conseil national a adopté cette stratégie et il avait été décidé que sur les sept circonscriptions, trois auraient une tête de liste non communiste. Yves Salesse (qui du coup aurait acquis une certaine notoriété) était sollicité (et était d'accord) pour le sud-ouest et la porte-parole de la confédération paysanne (on n'imagine même plus que cela a failli se faire !) pour l'est. En Ile-de-France où il était évident qu'il fallait faire réélire Francis Würtz qui devait donc être tête de liste, on avait en deux Hamida Ben Sadia et en trois Debons : à part l'Ile-de-France ce rassemblement a échoué en raison des oppositions des fédérations locales.

On voit donc qu'au-delà des accords sur des textes de congrès, la mise en application concrète de la politique de rassemblement antilibéral se heurtait encore en 2004 à des oppositions fortes et en fin de compte la campagne du référendum n'aura pas suffi à la généraliser. On voit aussi que nous tombons dans tous les pièges institutionnels : si le mode de scrutin pour les européennes n'avait pas été modifié, avec une liste unique pour la France, on aurait constitué une liste de type Gauche populaire et citoyenne et Salesse par exemple aurait été élu sur cette liste : je suppose qu'alors il aurait pu être choisi pour les présidentielles sans problème !

Comme on le sait, le meeting du Zénith était retransmis sur la chaîne parlementaire. Avant qu'il ne commence, Bocquet a été interviewé. Interrogé sur les législatives, il a répondu que, pour lui, la question était la présence de candidats communistes avec la perspective d'un groupe, que, bien sûr, il y aurait des « compagnons de route », comme il y en a toujours eus, mais clairement dans

le cadre d'un rassemblement autour du parti communiste, en dehors du rassemblement antilibéral tel que nous le construisons depuis deux ans. C'est donc dans une grande clarté que ce dirigeant de premier plan a exprimé une ligne politique opposée à celle décidée au Congrès. Au cours de l'interview, Bocquet a précisé à un moment : « comme je l'ai dit dans les réunions du groupe ». Au sein du groupe certes, mais au congrès ? Le problème est que, délégué au congrès, je suis bien placé pour témoigner que Bocquet ne s'y est pas exprimé. En désaccord avec ses décisions, il prend soin de ne pas s'y exposer et s'oppose ensuite à la stratégie adoptée. Nous voyons donc fonctionner un dirigeant comme il y a des décennies, qui ne comprend pas que ce mode de fonctionnement est désormais totalement obsolète.

Cette interview représente ce qu'il n'est plus possible d'accepter à la fois en termes de contenu politique et, c'est lié, de fonctionnement.